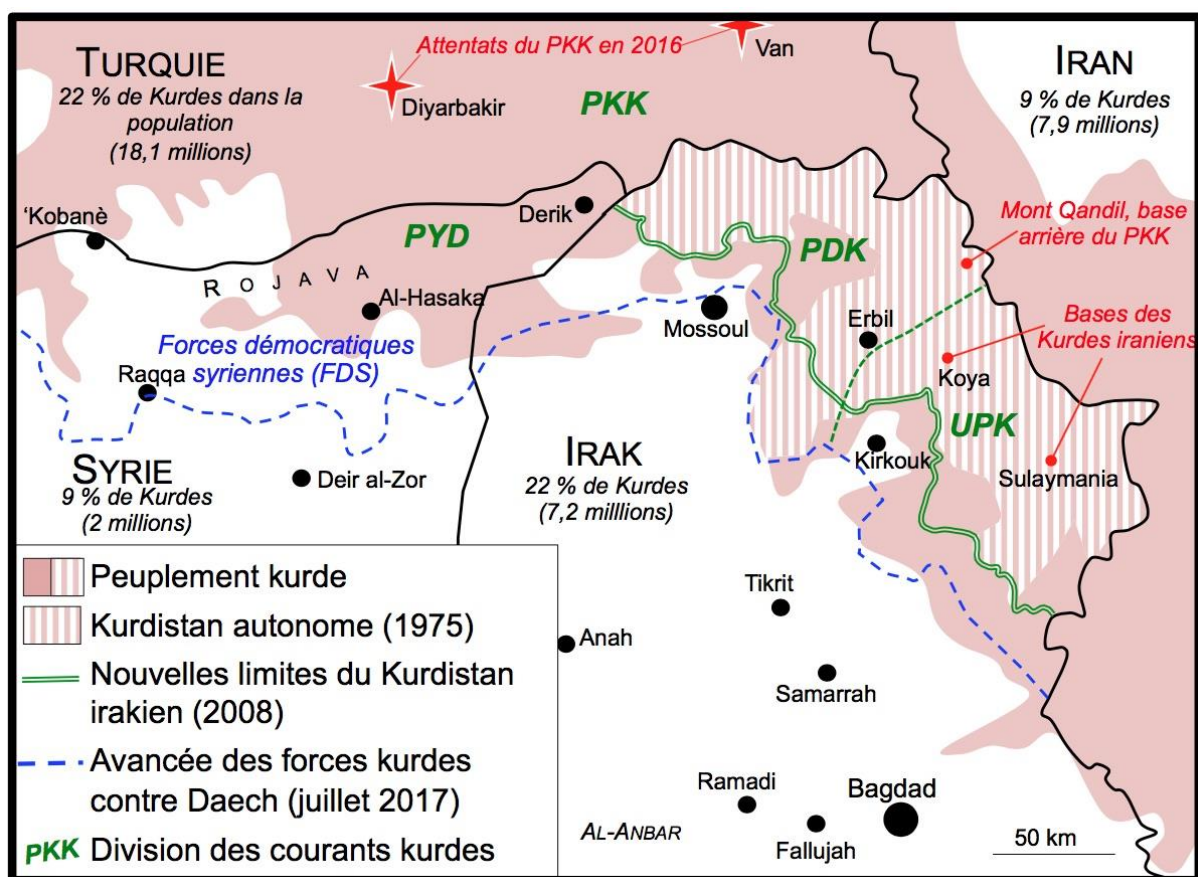


Vers l'indépendance du Kurdistan irakien ? (Hanne)

L'indépendance du Kurdistan irakien : la guerre d'après

Olivier Hanne



25 septembre 2017 : Les Kurdes votent dans l'illégalité pour leur indépendance. Pour l'occasion, l'opposition fratricide entre les Kurdes du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de M. Barzani, et ceux de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de J. Talabani, a été mise en sommeil, les deux camps se retrouvant derrière l'espoir d'indépendance. Le gouvernement irakien et la cour suprême de Bagdad s'y opposent aussitôt, suivis par Londres et Washington. Le référendum est donc illégal selon le droit international, même s'il n'est pas sans une certaine légitimité.

Une indépendance théoriquement méritée

De fait, les Kurdes ont, depuis 2014, prouvé leur valeur contre Daech. Ils sont, en Irak et en Syrie, parmi les rares forces militaires à avoir combattu au sol l'organisation terroriste. Leur victoire est aussi le fruit des nombreuses frappes aériennes de la coalition anti-Daech, mais nul ne peut nier leur implication directe. Cet engagement impose une évolution de la situation

politique en faveur des Kurdes d'Irak et de Syrie, quelle qu'en soit la forme : plus d'autonomie administrative, une nouvelle répartition des postes politiques, etc. Grâce aux soutiens européens et à la manne pétrolière de leur région, les Kurdes irakiens sont assurés d'autofinancer leur province, voire d'en faire la « Suisse du Moyen-Orient ». Une Suisse où la corruption et le népotisme règnent, mais néanmoins riche.

Double jeu

Et pourtant, il serait dangereux que ce référendum aboutisse ou qu'il soit soutenu par les gouvernements occidentaux, sous prétexte de favoriser la cause kurde, jugée avec sympathie depuis plusieurs années. N'oublions pas que les Kurdes ont profité de l'implosion de l'Irak et de Syrie face à Daech pour gagner en autonomie. En lançant en août 2014 la contre-offensive contre Daech, les Peshmergas, les combattants kurdes d'Irak, ont sauvé des milliers de Yézidis en fuite, accueilli les réfugiés chrétiens et sont entrés à Kirkouk. Or, la cité n'appartenait pas au territoire autonome du Kurdistan irakien, qui la réclamait vainement auprès de Bagdad. L'arrivée de l'État islamique a donc permis aux Kurdes d'intégrer une ville qu'ils n'auraient jamais pu avoir sans cela.

Divisions tragiques

Il n'existe nullement de front kurde unifié. Le PYD, le parti kurde de Syrie, a joué une partition des plus fines auprès de Bachar al-Assad en se désengageant du conflit dès juillet 2012 après avoir négocié avec lui l'autonomie de trois enclaves kurdes à la frontière turque. Ceux de l'UPK sont toujours en conflit ouvert avec le PDK. Chaque région kurde joue sa propre partition. Enfin, ne négligeons de préciser que de nombreux Kurdes se sont battus aux côtés de Daesh. Les djihadistes qui assiégèrent Kobané étaient à 50 % des Kurdes.

Des méthodes discutables

Contrairement à une certaine image entretenue, les Peshmergas ne seront certainement pas les agents de la libération des régions qui ont basculé dans le giron de l'État islamique. Comme tous les autres soldats engagés dans ce conflit, les Peshmergas ont été accusés d'épuration ethnique anti-arabe, de viols et de sévices. C'est la raison pour laquelle, dès 2015, l'administration américaine a commencé à se méfier des velléités politiques kurdes, tout en continuant à les soutenir militairement. En Syrie, le nord du pays a été entièrement repris des mains de Daech par des milices kurdo-arabes, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dans lesquelles les Kurdes sont dominants. Les combattants arabes y font souvent figure de caution médiatique, prouvant l'ouverture des Kurdes et leur désir de coopération multi-ethnique.

Une démarche belligène

La démarche du référendum peut n'être qu'un coup de bluff de M. Barzani, ou une manière de s'imposer dans les négociations politiques actuelles, notamment pour forcer Bagdad à se plier à ses exigences. Mais, elle peut aussi être le premier pas vers un véritable processus d'indépendance, surtout si l'Allemagne s'y rallie. De fait, Berlin est coutumière de ces égarements diplomatiques, validant les référendums d'indépendance, même lorsqu'ils sont suspects (ainsi en ex-Yougoslavie), et aggrave ainsi les fractionnements territoriaux. Un

Kurdistan indépendant serait une aubaine pour affaiblir la Turquie, menaçante aux yeux de l'Allemagne.

Mais une telle indépendance sera nécessairement belligène :

- Elle renforcera les divisions au sein des Kurdes d'Irak, le PDK ayant été meneur face à l'UPK, plus en retrait.
- Les Kurdes de Syrie pourraient accroître leurs exigences face à Damas, poussant al-Assad à une réaction brutale envers eux, escalade qui aggraverait le clivage entre les États-Unis et la Russie, qui soutient le président syrien.
- La Turquie sera amenée à renforcer son contrôle dans ses zones kurdes pour éviter une escalade autonomiste.
- Le Kurdistan iranien est déjà touché par des séries d'attentats, qui se multiplieront après la chute de Daech et le retour en Iran des combattants kurdes. Ces derniers pourraient être armés et financés par Washington, afin de déstabiliser l'ouest de l'Iran, redevenu un « État voyou » avec Donald Trump.
- Israël approuve le référendum, ce qui isole les Kurdes de leur environnement arabe et musulman.
- Les peuples arabes sunnites vont nécessairement subir une nouvelle humiliation, laquelle débouchera sur un désir de revanche dans 10 ou 20 ans, désir qui trouvera une énorme masse de combattants pour s'exprimer : les familles des djihadistes de Daech faites prisonnières sont actuellement enfermées en Irak dans des camps où se constituent les futures générations du djihad...